

# Distribution d'eau: soupçons sur une entente dans le grand ouest

Par **Valérie Lion**, publié le 14/05/2014

*Une enquête aurait été ouverte par la direction régionale de la concurrence et de la consommation de Bretagne sur un soupçon d'entente entre les trois géants de l'eau sur les marchés du grand ouest.*

Des échanges d'appels et de SMS alimenteraient les soupçons sur une éventuelle entente entre Veolia, la Saur et la Lyonnaise des eaux dans le grand ouest.

C'est un témoignage édifiant que la **direction régionale de la concurrence et de la consommation de Bretagne** a recueilli, il y a quelques semaines. Mr P., dont l'ex-compagne, Mme R., est directrice commerciale de la société [Saur](#) pour le grand ouest, a rapporté les échanges d'appels et de SMS auxquels il a assisté entre sa conjointe d'alors et ses homologues de [Veolia](#) et de la [Lyonnaise des eaux](#) dans le grand ouest. Des échanges qui peuvent alimenter les soupçons sur une éventuelle entente entre les trois géants de l'eau dans cette région.

## Des contacts limités aux mobiles personnels

Mr P. raconte notamment comment, un matin de juillet 2013, sa compagne, visiblement en retard pour un rendez-vous, reçoit un SMS ; elle lui explique qu'il s'agit d'un interlocuteur de Veolia pour un échange de prix prévu ce jour-là sur un marché public. Elle ajoute qu'il s'agit de pratiques courantes et inévitables pour continuer à gagner de l'argent, qu'il faut savoir abandonner un marché pour en gagner un autre. Le 22 juillet, sur une facture téléphonique que l'Express a pu consulter, la même Mme R. échange en une demi-heure, sur son mobile personnel, une série de SMS avec ses homologues chez ses concurrents de Veolia et de Lyonnaise des Eaux.

A l'automne de la même année, la compagne de Mr P., en arrêt maladie, reçoit plusieurs appels sur son mobile personnel de son alter ego de la Lyonnaise des eaux, qui, ne parvenant pas à la joindre, finit par la contacter sur la ligne fixe de son domicile. L'objet de son inquiétude? Le dossier de renouvellement du contrat de Guingamp, détenu par la Lyonnaise des Eaux jusqu'au 31 décembre 2014 et dont le renouvellement est en cours. Son insistance pousse Mr P. à faire changer son numéro de fixe ainsi que le numéro de mobile de sa compagne. Les contacts, raconte Mr P., n'avaient lieu que sur les mobiles personnels. "Trop risqué sur les mobiles professionnels", lui disait sa compagne.

## De quoi nourrir une enquête de la DGCCRF?

Alors que de plus en plus de villes reprennent en régie municipale la gestion de la distribution d'eau - cela a été le cas récemment, dans l'ouest, à Brest, Rennes ou encore Saint-Malo- les géants du secteur sont aux abois pour conserver les contrats de délégation qu'ils s'étaient vu attribuer. Il y a un an pourtant, Bruxelles avait classé sans suite son enquête sur le marché de l'eau en France, ouverte au début de 2012. "Pas de preuve tangible de distorsion de la libre concurrence", avait en substance conclu la Commission. Les enquêteurs de la DGCCRF trouveront-ils davantage d'éléments susceptibles d'apporter de l'eau à leur moulin ?

En savoir plus sur [http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/distribution-d-eau-soupcons-sur-une-entente-dans-le-grand-ouest\\_1543163.html#q2zziDjd2UtlOOZq.99](http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/distribution-d-eau-soupcons-sur-une-entente-dans-le-grand-ouest_1543163.html#q2zziDjd2UtlOOZq.99)